



ANNEXE A LA DELIBERATION 2022-01-02 – COMITE SYNDICAL DU 7 MARS 2022

**RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE  
PREPARATIF AU BUDGET PRIMITIF 2022  
DU SYNDICAT MIXTE MARNE VIVE**

## SOMMAIRE

1.	PRESENTATION DU SYNDICAT MARNE VIVE	3
2.	PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'EXERCICE 2021	5
2.1.	Missions réalisées et avancées pour Marne Vive	5
2.2.	Eléments financiers 2021	6
	En section de fonctionnement	6
	En section d'investissement	8
3.	ORIENTATIONS POUR L'EXERCICE 2022	10
3.1.	Objectifs et programme prévisionnel d'actions	10
3.2.	Projections budgétaires pour l'exercice 2022	12
	En section de fonctionnement	12
	En section d'investissement	15
3.3.	Synthèse du projet de budget 2022	17
3.4.	Graphiques comparatifs entre le BP 2021 voté et le projet de BP 2022	19
4.	PERSPECTIVES POUR LA STRUCTURE	21
4.1.	Eléments généraux	21
4.2.	Evolution pluriannuelle des recettes et des dépenses 2010-2021 du syndicat	22
	Recettes de fonctionnement	22
	Dépenses de fonctionnement	22
4.3.	Effectifs du syndicat	22
5.	CONCLUSION	24

Le présent rapport répond à l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux évolutions induites par la loi NOTRe. Il présente donc :

- La structure ;
- Les orientations fixées pour 2022 avec un point préalable sur le résultat de l'exercice du budget 2021 ;
- L'évolution prévisionnelle des dépenses et des recettes ;
- Les effectifs.

Le Budget Primitif de l'exercice 2022 du Syndicat sera présenté lors de la prochaine séance du comité syndical programmée avant le 22 mars 2022.

## **1. PRESENTATION DU SYNDICAT MARNE VIVE**

Créé en 1993 à l'initiative de collectivités et d'acteurs du Val-de-Marne et de la Seine-Saint-Denis, le Syndicat mixte Marne Vive a pour objectif statutaire la reconquête de la qualité écologique de la Marne et particulièrement de la baignade, usage interdit en 1970 dans le Val-de-Marne et dans les années 80 en Seine-Saint-Denis, ainsi que la mise en œuvre du SAGE Marne Confluence.

Encadrés à l'ouest par Paris et à l'est par Marne-la-Vallée, les membres du Syndicat ont mutualisé leurs forces pour améliorer la qualité écologique de la rivière soumise à de nombreuses pressions urbaines et source de fortes aspirations par les habitants. En effet, la Marne sur le territoire est le support de la navigation commerciale et de loisirs nautiques, une ressource pour la production d'eau potable et constitue un écosystème riche et fragile. Les berges et les rives de la Marne et de ses affluents accueillent, en de nombreux endroits, des cheminements piétons ou aménagements pour des riverains en quête de ressourcement ou de loisirs et elles sont souvent marquées par la vie urbaine. Enfin, comme tout espace naturel, la Marne doit pouvoir accueillir une faune et une flore adaptées mais elle est soumise à des pollutions d'origine urbaine. La rivière et ses affluents sont donc au cœur d'une mosaïque d'enjeux qui font toute la richesse du territoire.

Face à tous ces enjeux, dont il entend assurer un équilibre conformément aux objectifs du SAGE, le Syndicat Marne Vive s'est organisé.

- En 2000, il approuve son Schéma Directeur : l'objectif baignade est réaffirmé et assure la finalité de l'ensemble des opérations du territoire organisé autour de la valorisation du milieu naturel et de la conciliation des usages.
- 2002-2007 : il anime un 1<sup>er</sup> contrat de bassin, programme d'actions pluriannuel pour la Marne que les signataires, tous membres du syndicat s'engagent à réaliser : 37M€ d'études et de travaux ont été investis dans ce cadre.
- Il sensibilise le grand public avec des expositions, des plaquettes, des animations et avec l'opération « Big jump » depuis 2005.
- Depuis 2010 avec le développement de l'urbanisation du Grand Paris, les enjeux se sont renforcés. Le Syndicat s'est alors engagé à mettre en œuvre et coordonner deux outils :
  - Un 2<sup>ème</sup> contrat de bassin 2010-2015, ouvert aux villes non membres du Syndicat pour amplifier la dynamique des opérations pour la rivière. A l'issue du contrat, 110 des 140 actions inscrites avaient été clôturées ou engagées, correspondant à 106 M€ investis sur les 6 ans soit 83% des montants inscrits.
  - Un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Marne Confluence, pour rassembler tous les opérateurs intervenant sur les rivières du territoire, quel que soit leur

thème d'actions, et convenir, ensemble, de l'avenir souhaité pour la Marne, ses affluents et les milieux aquatiques.

- De plus, depuis 2017, le Syndicat diversifie et renforce ses membres : avec les réorganisations administratives (lois NOTRe et MAPTAM) et la mise en œuvre du SAGE, l'adhésion des communes est progressivement remplacée par celle des EPT et Communauté d'agglomération, compétents en eau, assainissement et urbanisme.
- Depuis 2018, deux nouveaux outils sont opérationnels :
  - Le SAGE Marne Confluence approuvé par arrêté inter-préfectoral du 2 janvier 2018 et donc exécutoire depuis cette date.
  - Le contrat d'actions « trames vertes et bleues » 2018-2023 signé le 3 octobre 2018 avec 22 signataires, 100 actions pour un montant de 97 millions d'euros.
- En 2019 enfin, le Plan Paysage est adopté : il propose une nouvelle démarche pour appréhender les projets, encourager la pluridisciplinarité en rapprochant les acteurs de l'eau et les acteurs de la planification et de l'aménagement du territoire pour parler d'un sujet fédérateur : les « paysages de l'eau ».

En parallèle et au quotidien, le Syndicat Marne Vive dispose d'un programme d'études sur le bassin (aval) de la Marne, afin de mieux la connaître et identifier ses potentialités et ses vulnérabilités. Il accompagne également ses membres dans la mise en place de leurs projets, la prise en main du SAGE et de ses règles et recommandations. Pour toutes ses études, il constitue des groupes de travail afin d'en partager la progression et les résultats.

Le Syndicat s'engage activement pour protéger la Marne, ses affluents et les milieux aquatiques ou humides associés en tenant compte des aspirations des collectivités membres et partenaires ainsi que du contexte territorial.

Avec de nouveaux statuts (approuvés en 2017) prenant en compte l'organisation territoriale issue des lois MAPTAM et NOTRe, de nouveaux principes de contribution, un SAGE « Marne Confluence » approuvé par arrêté inter-préfectoral du 2 janvier 2018, un contrat d'actions 2018-2023 ainsi qu'un Plan Paysage, le syndicat dispose d'un ensemble d'outils adaptés aux enjeux.

Après 3 années de mise en œuvre du SAGE Marne Confluence et une année 2020 marquée par la pandémie Covid-19, le Syndicat a souhaité relancer une dynamique partenariale forte en 2021. L'équipe technico-administrative, au complet depuis Février 2021, a œuvré pour la mobilisation des acteurs du SAGE et le développement d'outils répondant à leurs besoins en matière de gestion des eaux pluviales, de connaissances techniques sur la qualité des cours d'eau et d'appropriation des enjeux du SAGE. Le bilan mi-parcours du Contrat 2018-2023 a été salué par le comité de pilotage, les commissions thématiques ont établi leurs feuilles de route 2021-2024.

En 2022, cette dynamique sera poursuivie, les bases de travail et les outils ayant été fixés et partagés avec les partenaires, en adéquation avec les moyens du syndicat.

## 2. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'EXERCICE 2021

### 2.1. Missions réalisées et avancées pour Marne Vive

Grâce à la réactivité du syndicat en 2020 pour se doter d'outils informatiques facilitant le travail « en distanciel », l'année 2021 a permis la poursuite des missions sans trop pâtir des périodes imposées de travail à distance et de confinement. Le travail en régie et avec les prestataires extérieurs a pu être mené dans des délais classiques.

- Campagnes de mesures bactériologiques en Marne (campagne de l'été 2021 réalisée) ;
- Etude préparatoire à l'ouverture des baignades en Marne et à la réalisation des profils de baignade (marché lancé en novembre) ;
- Mise en œuvre du Plan Paysage (convention avec les CAUE – livrables obtenus)
- Marché d'expertise pour l'accompagnement des projets de gestion à la source des eaux pluviales (lancement du marché en mai) ;
- Etude Qualité du Ru de Chantereine (marché rédigé, en attente de retours de la CAPVM) ;
- Etude Mise en œuvre des objectifs 3 et 4 du SAGE (lancée en régie en octobre) ;
- Localisation des déchets flottants (marché d'1 an renouvelable 2 fois – campagnes 2021 réalisées) ;
- Opération « Big Jump » (tenue en juillet) ;
- Etudes d'accompagnement des commissions thématiques et d'analyse des documents d'urbanisme (menées en régie) ;
- Refonte des sites internet (reportée 2022) ;

Ces prestations externalisées ont permis au syndicat de poursuivre ses missions d'accompagnement des membres et d'avancer notablement sur la thématique de la baignade en Marne, de la gestion des eaux pluviales et de l'intégration du SAGE et des paysages de l'eau dans les documents d'urbanisme et les projets. Le syndicat a également pu reprendre ses activités de localisation des déchets flottants en Marne et l'organisation du Big Jump, après une année blanche 2020. Enfin, les jalons sont posés pour le suivi de la qualité du Ru de Chantereine, dont l'étude pourra être menée en 2022 dès retour de la collectivité partenaire.

Quelques missions ont été menées en régie bien qu'il ait été envisagé une externalisation lors du vote du Budget Primitif. Ce pilotage en direct a permis aux nouvelles recrues de l'équipe de se positionner auprès des partenaires, sur des missions où les échanges initiaux sont essentiels pour créer le dialogue et la confiance : établissement du plan de restauration écologique des berges et des feuilles de route 2021-2024 des commissions thématiques du SAGE, analyse des documents d'urbanisme.

Fin 2021, le Syndicat a en outre :

- organisé la tenue de ses instances et de celles du SAGE et du Contrat 2018-2023, conformément aux engagements ;
- établi le bilan mi-parcours du Contrat 2018-2023, renforcé le programme d'actions avec les signataires pour la période 2022-2023, obtenu la labellisation « Contrat Territorial Eau et Climat » de l'Agence de l'Eau ;
- produit et diffusé un état de la qualité de la Marne et des affluents 2020 ;
- proposé des ateliers et visites de terrain ;
- analysé 40 permis de construire, 18 dossiers Loi sur l'eau et, depuis 2019, 28 documents d'urbanisme ;

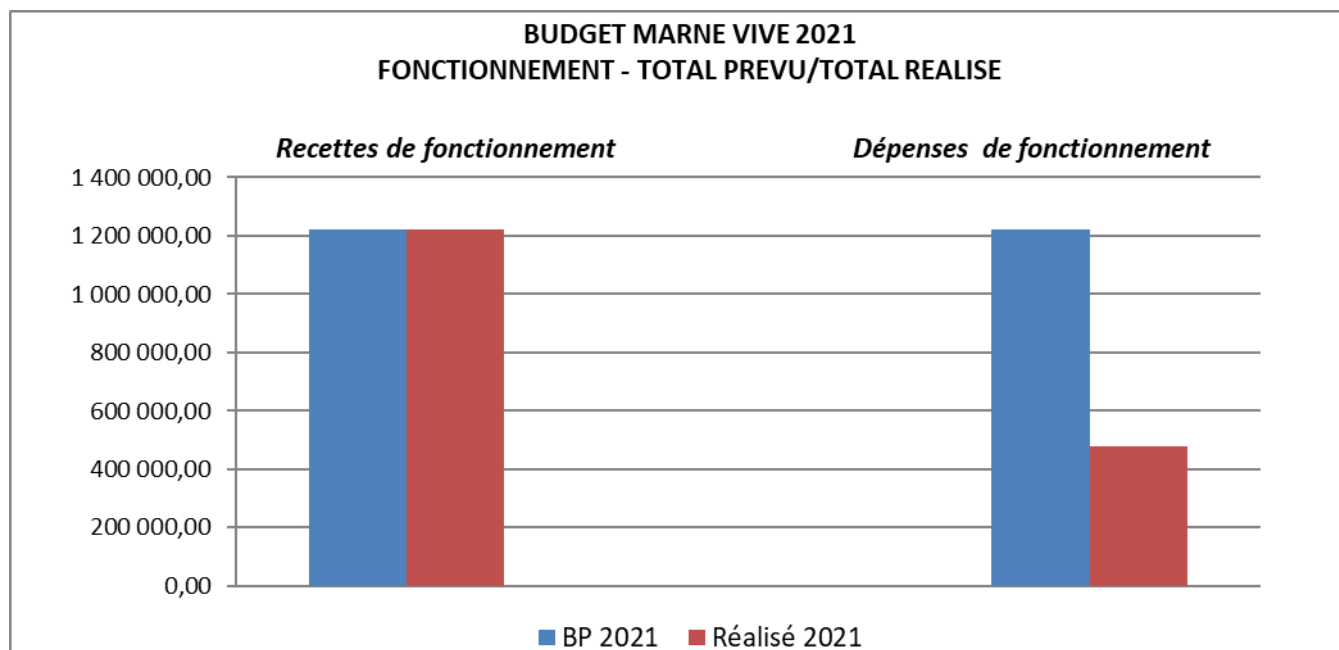
- contribué aux outils de planification et de stratégie locaux et du bassin Seine-Normandie ;
- permis le partage des informations et des projets menés sur le territoire aux partenaires du SAGE ;
- participé à plusieurs séminaires pour témoigner de ses actions et de leurs portées (baignade, plan de paysage, eau dans les documents d'urbanisme, etc.) ;
- accompagné des projets de gestion à la source des eaux pluviales, avec par exemple un montant d'aides cumulés pour les porteurs de projets de 143 000€ rien que sur la Seine-Saint-Denis ;
- contribué et/ou suivi une cinquantaine de projets locaux.

La participation aux commissions/comités a, à nouveau, été bonne en 2021, témoignant de l'intérêt des acteurs du territoire pour le travail mené.

## 2.2. Éléments financiers 2021

### ✓ *En section de fonctionnement*

En section de fonctionnement, le budget 2021 se caractérise par un taux très satisfaisant d'exécution des recettes (100%). Les dépenses ont été réalisées à hauteur de 39%, du fait d'une mobilisation en régie de certaines missions, du report de dépenses de certaines études préparées en 2021 qui feront l'objet de dépenses en 2022, et d'actions de terrain et d'une faible mobilisation des charges d'administration générale (peu de frais de missions, de formations, de réception, pas de frais d'honoraires, un contexte sanitaire encore contraint).



#### ⇒ **Une bonne exécution des recettes de fonctionnement**

Les cotisations des membres constituent une recette de fonctionnement d'un montant de 302 959€.

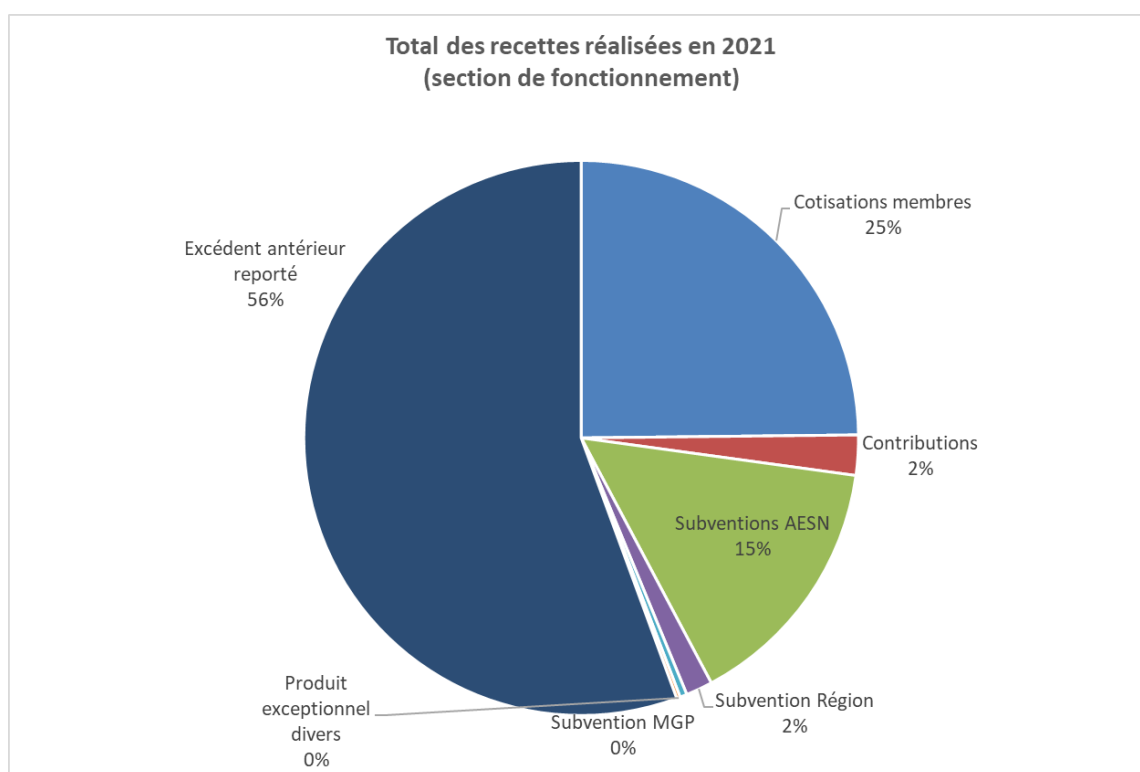
Les autres recettes de fonctionnement concernent :

- les excédents des exercices antérieurs ;

- les contributions par voie de conventionnement ;
- les différentes subventions relatives à l'animation et à des études et émanant de la Région, de l'Agence de l'Eau et de la Métropole du Grand Paris.

En recettes de fonctionnement, les pourcentages d'exécution du budget sont les suivants :

- 100% des cotisations et contributions ;
- 99% des subventions AESN/Région/MGP ;
- 100% du montant des recettes ont été réalisées par rapport à la prévision budgétaire.



Les parts de cotisations et de contributions/subventions sont globalement équivalentes. La mobilisation de ces fonds supplémentaires que sont les subventions est donc nécessaire (bien que variable d'une année sur l'autre suivant les études portées et les programmes d'aides) pour renforcer le budget.

⇒ **Une réalisation des dépenses bien engagée et raisonnée dans la durée**

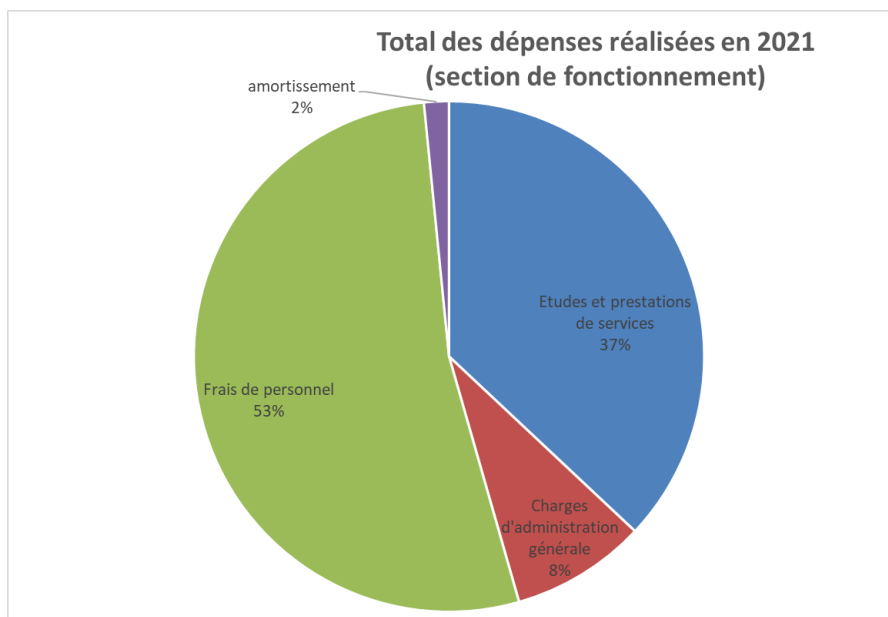
Il apparaît à la lecture de la réalisation du budget 2021 qu'ont été réalisés :

- 37% du montant des actions / études, soit 176 241,59€ ;
- 82% des frais de personnel (variabilité des charges et inscription initialement du remboursement de 2 exercices du poste de l'agent mis à disposition par la Ville de Saint-Maur-des-Fossés) ;
- 53% des frais d'administration générale.

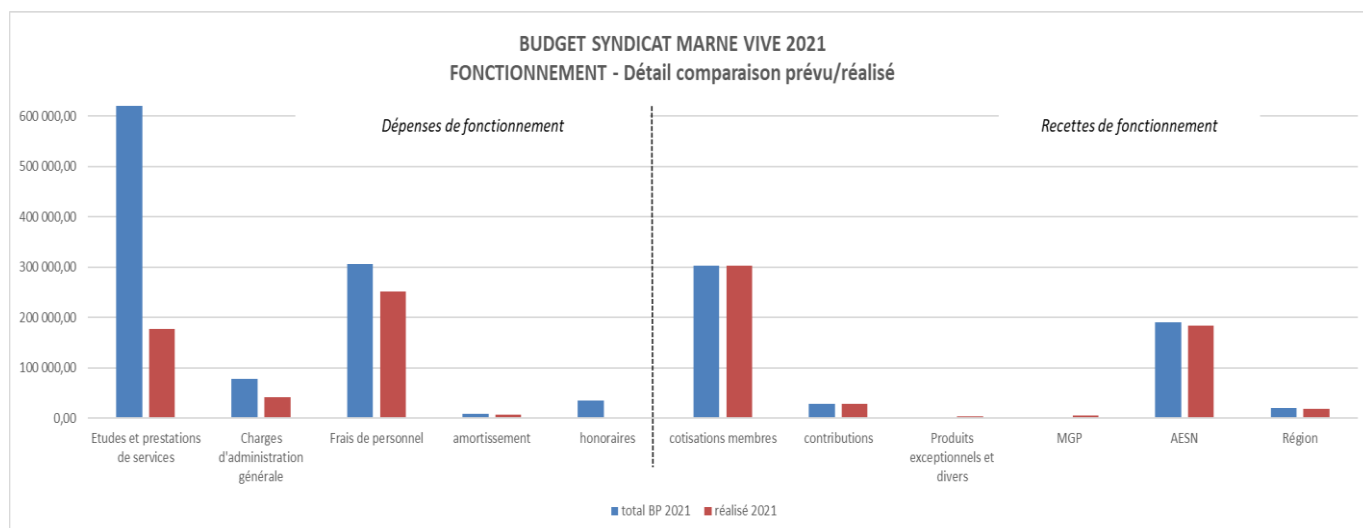
Comme indiqué plus haut, cette gestion est liée en partie au report de dépenses qui seront réalisées en 2022 (notamment les études Baignade et qualité Ru de Chantereine) et à une mobilisation en régie de missions stratégiques partenariales.

Cet engagement des dépenses aura permis au syndicat de répondre à des besoins techniques et d'expertises (sur le pluvial, les paysages de l'eau, les documents d'urbanisme, les déchets flottants)

sur 2021, tout en assurant la disponibilité des crédits concernant des études structurantes pour le Syndicat pour 2022.



Pour information, les provisions réalisées depuis 2016 s'élèvent à 302 800€.



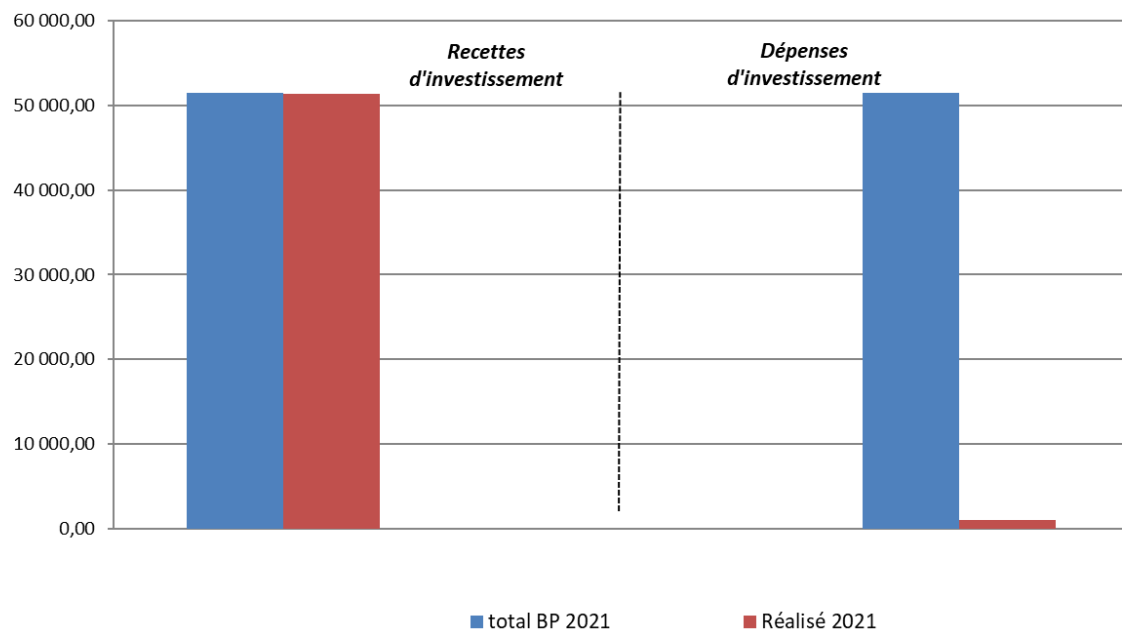
L'affectation de résultat de fonctionnement est de 743 787,70€. Le Syndicat pourra engager sereinement l'intégralité du marché relatif à la réalisation des profils de baignade, attribué pour un montant maximum de 561 857,10€ T.T.C. et percevoir les crédits de l'Agence de l'Eau et des autres membres du groupement de commande au fur et à mesure de l'étude et des exercices budgétaires.

#### ✓ **En section d'investissement**

Le taux d'exécution des recettes d'investissement est de 100% (autofinancement + amortissements). Les dépenses d'investissement ont porté sur l'équipement informatique pour assurer les missions en distanciel. Les dépenses d'études n'ont pas été exécutées en 2021. Elles seront réinscrites en 2022.



**BUDGET MARNE VIVE 2021**  
**INVESTISSEMENT - TOTAL PREVU/TOTAL REALISE**



### 3. ORIENTATIONS POUR L'EXERCICE 2022

#### 3.1. Objectifs et programme prévisionnel d'actions

Les principaux objectifs à poursuivre pour le syndicat Marne Vive en 2022 seront les suivants :

✓ ***Consolider ses membres et partenaires***

Après l'adhésion des territoires Paris Est Marne et Bois, Grand Paris Sud Est Avenir puis de la Métropole du Grand Paris en 2019, le Syndicat cherchera à concrétiser les sollicitations menées en 2021. Ainsi, en 2021, l'adhésion a été proposée à la CA Paris Vallée de la Marne pour l'intégralité de son territoire et au Territoire Grand Paris Grand Est, ainsi qu'une contribution de la part du SMAM.

Le soutien pérenne des Départements du Val-de-Marne et de la Seine-Saint-Denis sera également sollicité.

Cette consolidation contribuera bien évidemment à sécuriser les financements et donc le budget du syndicat dans un contexte contraint pour les collectivités territoriales et face aux incertitudes liées au financement de l'animation par l'Agence de l'Eau Seine Normandie.

Le financement de l'animation « pluviale » par l'Agence de l'Eau n'est pas garanti car toujours considéré comme « expérimental », et ce malgré les résultats très satisfaisants du Syndicat en matière d'accompagnement des porteurs de projets pour faire évoluer les projets. Une demande de financement pluriannuelle 2022-2024 a été effectuée et reste donc à ce jour dans l'incertitude de l'appréciation des indicateurs.

Notons une évolution notoire en matière de subvention à l'animation, puisqu'en 2021, l'Agence de l'Eau a enfin autorisé le financement des postes d'animation SAGE au-delà des 3 premières années de mise en œuvre. Cette décision est bienvenue, le Syndicat avec le soutien de la Commission Locale de l'Eau l'ayant défendue auprès du Président du Comité de bassin en 2020 et 2021. Une demande d'aides pluriannuelle sur trois ans a donc été réalisée fin 2021.

✓ ***Mettre en conformité et faciliter la gestion quotidienne du syndicat***

Depuis 2019, le syndicat s'est employé à déployer son autonomie financière et comptable. Elle reste encore à poursuivre.

En 2021, les actes et les marchés publics ont, en outre, été intégralement dématérialisés.

En 2022, le renforcement du suivi « Ressources Humaines » sera poursuivi et le déploiement d'outils mailing, devenus indispensables pour l'activité du syndicat, sera mené. Une solution de messagerie mail et de site internet plus performante sera également recherchée.

✓ ***Poursuivre l'accompagnement de la mise en œuvre du SAGE, du suivi du contrat Marne Confluence 2018-2023 et des porteurs de projet***

L'année 2021 a été marquée par la restructuration de l'équipe et des missions des agents, afin de permettre au syndicat d'assurer les missions inhérentes à la mise en œuvre du SAGE (notamment pour faire face à l'instruction de nombreux dossiers réglementaires), la nécessité de lancer une nouvelle dynamique des partenaires et du contrat et la structuration administrative consécutive au renforcement de l'équipe. Des ajustements semblent encore nécessaires et pourront désormais s'appuyer sur des expertises externalisées.

Les missions se traduiront en 2022 par les actions suivantes :

- **Accompagnement des acteurs locaux dans leurs projets :**

Actions des membres du Syndicat et des signataires du contrat 2018-2023, projets d'aménagement à enjeux vis-à-vis du SAGE, élaboration/révision/modification de PLU, de PLUi, des PCAET et de SCOT sur le périmètre du SAGE.

- **Réalisation d'études concourant à la mise en œuvre du SAGE et du contrat :**

Lancer cinq nouveaux marchés pour bénéficier d'accompagnement pour :

- Identifier les rejets polluants dans le ru de Chantereine ;
- Mener des relevés bathymétriques dans la Marne ;
- Analyser les autorisations d'urbanisme au regard du SAGE ;
- Mettre en œuvre l'objectif 3 du SAGE relatifs au renforcement écologique et paysager de la Marne et de ses affluents et préparer les études associées ;
- Evaluer la compatibilité du SAGE avec les nouveaux SDAGE/PGRI 2022-2027 et l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans le SAGE.

Reconduire les marchés pour :

- Prendre en compte le volet « pluvial » dans les aménagements (aide à l'analyse des projets et propositions de solutions) ;
- Poursuivre les campagnes de mesures en Marne afin de mieux préparer l'ouverture des sites de baignades ;
- Localiser les déchets flottants dans la Marne.

Suivre les 2 marchés en cours pour :

- Mettre en place les profils de baignade avec les cinq villes candidates et associer les partenaires concernés ;

Des enveloppes sont également prévues pour procéder, au besoin, à des mesures de qualité de la Marne (pour l'objectif Baignade et/ou pour l'objectif écologique) et pour accompagner les commissions thématiques du SAGE dans leurs besoins d'expertise (identification des zones d'expansion de crues, méthodologie de compensation des zones humides, etc.).

- **Animation des instances :**

- Instances du SAGE : réunir la CLE et le Bureau de la CLE et organiser des commissions thématiques (objectifs : 1 CLE et quatre commissions thématiques) ;
- Instances du contrat : organiser au premier semestre 2022 un comité de pilotage du contrat pour présenter le bilan 2021.

- **Information / Sensibilisation / Communication :**

- Poursuivre la sensibilisation au SAGE notamment par la diffusion des documents, du guide de lecture et par la participation/organisation de réunions de « formation » au SAGE auprès des services des collectivités (notamment services instructeurs droit des sols), d'aménageurs/bailleurs/promoteurs et de certains services de l'État ;

- Poursuivre le déploiement de la mise en œuvre du Plan de paysage (notamment avec le conventionnement avec les CAUE) ;
  - Partager le programme d'actions du contrat « trames vertes et bleues » et poursuivre la mise en place d'un plan de restauration écologique de la Marne avec les collectivités riveraines ;
  - Organiser le Big Jump, à fort enjeu puisque 2022 constitue l'année -cible du SAGE pour la reconquête de la baignade en Marne ;
  - Participer et promouvoir les opérations susceptibles de concourir à l'action du syndicat et aux objectifs du SAGE.
- **Formulation d'avis sur la compatibilité/conformité au SAGE :**
- Au cours de l'année 2021, ce sont plus de 58 dossiers qui ont fait l'objet d'analyses techniques par la cellule d'animation. En 2022, au regard de la nécessité de mise en compatibilité des PLU avec le SAGE et de la sollicitation croissante des communes pour analyser certaines autorisations d'urbanisme, le nombre de dossiers risque d'augmenter sensiblement. Concernant les autorisations d'urbanisme, il est donc prévu d'externaliser les analyses du Syndicat pour les communes « historiques », et de concentrer l'action menée en régie sur la mise en place d'une méthode de travail pour les communes nouvellement impliquées.
- **Suivi des plans et démarches territoriales (coordination et cohérence territoriale) :**
- Suivre les schémas techniques locaux ;
  - Suivre les schémas et stratégies ainsi que les démarches partenariales sur le bassin Marne Confluence et parfois au-delà.

**Un appui juridique** sera lancé pour accompagner le syndicat dans ses missions quotidiennes (administratif, marchés publics) et pour accompagner la mise en œuvre du SAGE (sur la notion de compatibilité notamment).

Enfin, **la perspective de l'année 2023**, marquant la fin du Contrat Marne Confluence 2018-2023, l'échéance 2022 de Baignade et les 6 années de mise en œuvre du SAGE, est à anticiper dès 2022. Le syndicat pourra avoir des choix stratégiques à mener, alimentés également par le plan de restauration écologique de la Marne. Un appui externe pour identifier ces axes de travail sera mobilisé en 2022.

Ces actions nécessiteront donc :

- Des marchés : un prévisionnel de cinq nouveaux marchés à rédiger, 1 marché à suivre et 3 marchés à relancer ;
- L'organisation de réunions thématiques et territoriales ;
- La réalisation d'éventuels supports de communication ;
- Un accompagnement juridique et stratégique.

### **3.2. Projections budgétaires pour l'exercice 2022**

#### **✓ En section de fonctionnement**

##### **⇒ Recettes de fonctionnement prévisionnelles 2022**

Les **recettes** de fonctionnement concernent les **cotisations** des membres du syndicat (EPT / CAPVM, ville, Port de paris, Chambre métiers 94, Métropole du Grand Paris), **des contributions par**

**conventionnement** (syndicats d'eau potable...) et des subventions de l'Agence de l'Eau et de la Région.

- **Cotisations des membres et contributions par voie de conventionnement :**

Le montant des cotisations des membres (302 959€) et des contributions (23 462€) au titre de 2022 est estimé 326 421€. Aucune augmentation n'est prévue en 2022 pour les modalités de calcul des contributions des entités membres et non membres.

Il faut rappeler que la contribution financière des collectivités à l'animation de la mise en œuvre du SAGE est facultative et annuelle mais que le SAGE s'applique à toutes les collectivités comprises dans son périmètre. C'est pourquoi le Syndicat Marne Vive a entamé dès 2017 une campagne de sensibilisation et d'adhésion qui sera poursuivie en 2022. En effet au-delà d'un conventionnement qui montre un soutien à la démarche du SAGE, l'adhésion au syndicat Marne Vive démontre un réel engagement pour accompagner la mise en œuvre du SAGE.

Dans le BP 2022, seules les sommes pour lesquelles un engagement formel aura été apporté par l'entité contributrice seront prises en compte afin d'avoir une gestion prudentielle du budget et le cas échéant, constituer d'éventuelles provisions. Les nouvelles contributions intervenant au cours de l'année 2022 pourront être intégrées progressivement au fur et à mesure des nouveaux engagements par des décisions modificatives.

- **Subventions :**

- **Cellules d'animation :** depuis plusieurs années, le Syndicat a pu mobiliser les aides financières de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et de la Région Île-de-France sur les postes d'animation (SAGE, pluvial et/ou contrat).

A partir de 2022, il est à noter que l'AESN pourra à nouveau financer l'animation du SAGE (nouvelle disposition prise par l'Agence de l'eau). Une demande d'aide pluri-annuelle a été effectuée et sera très probablement octroyée.

Sur le poste d'animation pluviale, une demande d'aide sur 3 ans a été formulée mais l'AESN conditionne la pluriannualité au dépôt d'un nombre conséquent de dossiers d'aménagement subventionnés grâce à l'animation pluviale. Sa décision est à ce jour inconnue.

Dans le budget 2022, ne seront inscrites que les sommes issues des dossiers 2021 car elles bénéficient de conventions signées.

Sur le poste d'animation du contrat, une convention pluriannuelle 2021-2023 est d'ores et déjà ouverte.

Les aides de l'AESN sont de 50% sur les salaires et charges, avec un forfait de fonctionnement de 8 000€ par ETP.

La Région avait octroyé une aide commune pour l'animation contrat et pluvial en 2021, qui sera versée en 2022. Une nouvelle demande au titre de l'année 2022 sera réalisée. La Région octroie une aide de 40% d'une partie des dépenses de fonctionnement, plafonnée à 40 000€, pour les deux postes cumulés.

Si les conventions d'animation du SAGE et du pluvial sont renouvelées, c'est un complément de recette de l'ordre de 63 000€ par an qui pourrait être obtenu (montants des versements annuels variables suivant paiement des acomptes).

- **Etudes et marchés :** Au titre des marchés d'études ou de services finalisés ou engagés en 2021, des subventions sont attendues au cours de l'année au gré de l'avancement des réalisations. Il s'agit des études :

- **Campagne de mesures bactériologiques été 2022**  
Aide de l'AESN pluriannuelle sur 2020-2022 à hauteur de 80% :  
Pour 2022 : 45 272€
- **Etude d'AMO pour les profils de baignade**  
Aide de l'AESN à hauteur de 80%  
Pour 2022 : 11 475€
- **Préparation à l'ouverture des sites de baignade et établissement des profils réglementaires**  
Aide de l'AESN à hauteur de 80%  
Pour 2022 : 102 000€ (correspondant au versement sur la phase 1 de l'étude)

Et potentiellement les aides pour les prestations :

- Etude de profils de baignade ; une aide financière de la MGP est sollicitée, en complément de l'aide déjà obtenue via l'Agence de l'Eau ;
- Etude de la Qualité du ru de Chantereine (Agence de l'eau) ;
- Etude de Mise en œuvre de l'objectif 3 du SAGE (Agence de l'Eau, Métropole du Grand Paris, Région).

- **Mobilisation des provisions :**

Les provisions réalisées depuis 2016 s'élèvent à 302 800€. Il est proposé de mobiliser 50 000€ provisionnés spécifiquement pour les études relatives à la baignade en Marne. Cette opération permettra d'équilibrer le budget 2022 en attendant les versements des subventions : l'engagement des dépenses concernant l'étude « Préparation à la réouverture de la baignade en Marne » sera majoritairement effectuée en 2022 et le versement des subventions de l'Agence de l'Eau et des autres membres du groupement de commande n'interviendra qu'après les facturations, donc en majorité sur les exercices 2023 et 2024.

Pour rappel, la convention d'aide Agence de l'Eau sur cette étude structurante est établie sur la base d'un versement de 445 000€ au total, auxquels sont à additionner les versements des autres membres du groupement estimés à hauteur de 55 000€, soit un reste à charge global pour le Syndicat évalué à 67 000€.

#### ⇒ **Dépenses de fonctionnement prévisionnelles 2022**

L'exécution du budget 2021 permet une affectation de résultat conséquente et les recettes confirmées pour l'année 2022 permettent de bâtir un plan d'actions solide.

- **Au titre des « études/actions »,** plusieurs démarches seront menées en 2022 dans une enveloppe de l'ordre de 1 017 000€. Les montants présentés sont des estimations, il s'agit de :
  - **Etude de réalisation des Profils de Baignade** (marché en cours), en groupement de commande avec 5 villes du territoire, **un engagement du syndicat de l'ordre de 490 000€ TTC** en 2022 (remboursement par les 5 villes et l'AESN au fur et à mesure des facturations – solde estimé pour Marne Vive à l'issue de l'étude à 10% du montant total).
  - **Mission d'assistance pour la réalisation des dossiers Profil de baignade** (marché en cours) : **total de 80 000€ TTC sur deux à trois ans, dont 20 000 €TTC en 2022 ;**
  - **Poursuite des campagnes de mesures bactériologiques** avec la reconduction d'un marché pour l'année 2022 : un montant estimé de l'ordre de **80 000€ TTC ;**
  - **Expertise pour la prise en compte de la gestion des eaux pluviales dans les projets d'aménagement** : ce marché vise à disposer d'une expertise solide et d'une bonne réactivité dans le cadre des consultations sur les projets d'aménagement, voire dans les phases préalables de conception des projets. Cette mission, qui accompagne le travail de mise en

œuvre du SAGE, est **estimée à 40 000€ TTC** (marché à renouveler) ;

- **Mission d'accompagnement à la mise en œuvre du Plan Paysage** consistant en la poursuite des ateliers de concertation, la sensibilisation des acteurs (visites, rencontres, enquêtes...) d'un montant de **40 500€TTC** (convention CAUE en cours) ;
- **Mission d'accompagnement pour la mise en place d'un plan de restauration écologique des berges de la Marne**, en lien notamment avec l'exercice de la compétence GEMAPI (nouveau marché) : **15 000€ TTC** ;
- **Campagne de localisation** des déchets flottants et identification des bassins d'apport (marché en cours) : **20 000€ TTC** ;
- **Remise à jour des sites internet** du Syndicat et du SAGE Marne Confluence estimée à **20 000€ TTC (5 000€ AMO et 15 000€ pour la réalisation)** (nouveau marché) ;
- **Marché d'assistance juridique** comportant 2 lots (Lot 1 : conseils en matière de droit des collectivités locales CGCT/STATUTS SMV/RH et Lot 2 : conseils en matière d'environnement, compatibilité SAGE et d'urbanisme) (nouveau marché) : **35 000€ TTC**.
- **Opération « Big Jump » 2022** : **30 000€ TTC**
- **Analyse du SAGE au regard du SDAGE/PGRI et changement climatique** : **20 000€ TTC**
- **Accompagnement de l'évolution du Syndicat** : **5 000€ TTC**

• **Frais de personnel** estimés à : **334 700€**

- **3 postes d'animateurs** (Contrat d'actions, pluviale et SAGE) : 1 Ingénieur principal + 1 ingénieur + 1 ingénieur contractuel ;
- **Responsable des affaires générales** : mise à disposition par la Ville de Saint-Maur à **100% de son temps**, participation forfaitaire annuelle à hauteur de 20% pour la rémunération due à verser à la Ville : 11 000€ ;
- **Directrice** : ingénieure principale ;
- **Chargée de mission auprès du Président** : mise à disposition gratuite ;
- **Stagiaires (1 ou 2 niveau Master sur une période de 3 à 6 mois)** : 7200€.
- **Assurance du personnel** : 10 000€

• **Charges d'administration générale** estimées à **74 543€ TTC**.

Ils recouvrent notamment :

- Locations mobilières et immobilières et charges locatives
- Frais d'affranchissement
- Frais de publication (marchés) et impressions (registres)
- Frais de formation, colloques et séminaires
- Frais de réception
- Fournitures
- Participations diverses

✓ ***En section d'investissement***

⇒ **Recettes d'investissement prévisionnelles 2022**

Les recettes d'investissement de l'exercice 2022 se décomposent en :

- Résultat antérieur reporté : 50 385,92€

- Dotation aux amortissements : 6 842,81€

**Soit un total de recettes d'investissement de 57 228,73€**

Afin d'équilibrer la section d'investissement, il convient d'inscrire un montant total de dépenses d'investissement de même hauteur.

⇒ **Dépenses d'investissement prévisionnelles 2022**

Ces dépenses concernent :

- Frais d'études : 37 228,73€ (difficilement mobilisable eu égard à la nature des études prévues en 2022) ;
- Concessions, achats de licences : 10 000€
- Matériel de bureau et d'informatique et mobilier : 10 000€

**Soit un total de dépenses d'investissement de 57 228,73€.**

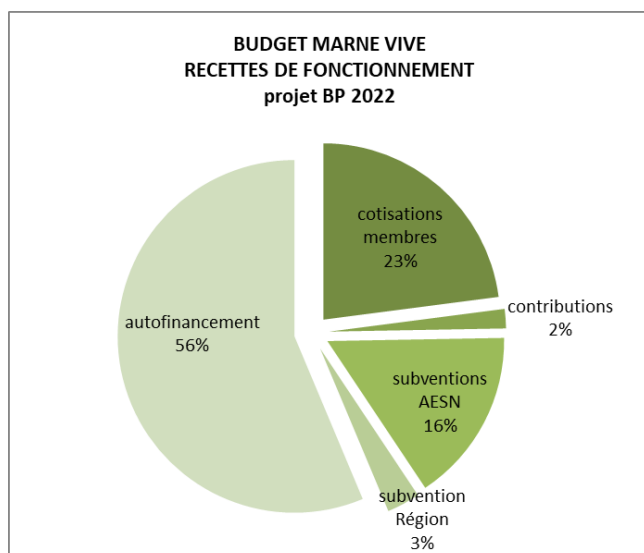


### 3.3. Synthèse du projet de budget 2022

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
NATURES DES DEPENSES	PREVISIONNEL 2022	NATURE DES RECETTES	PREVISIONNEL 2022
Etudes	856 213,00€	Cotisations des membres	302 959,00 €
Prestations de service	76 000,00 €	Contributions	23 462,50 €
Matériels et fournitures	10 000,00 €	Subventions AESN	210 497,50 €
Locations mobilières et immobilières Charges locatives	12 950,00 €	Subventions Région	40 000,00 €
Primes d'assurances	2 500,00 €	Remboursement des villes Profils de baignade	12 750,00 €
Honoraires	35 000,00 €	Provisions baignade	50 000,00 €
Annonces et insertion (emploi + MAPA)	5 000,00 €	Autofinancement	743 787,70 €
Catalogue et imprimés + publication	600,00 €		
Documentation technique et générale	1 600,00 €		
Formation professionnelle + Colloques	13 672,90 €		
Indemnités au régisseur titulaire	300,00 €		
Frais de transports et de mission	4 000,00 €		
Frais de réceptions	3 000,00 €		
Frais d'affranchissement	5 270,80 €		
Redevance (SACEM)	2 000,00 €		
Cotisations et subventions (associations)	13 000,00 €		
Frais de personnel	323 700,00 €		
Autres personnels extérieurs	11 000,00 €		
Frais financiers	650,00 €		
Amortissements	7 000,00 €		
<b>Total dépenses</b>	<b>1 383 456,70 €</b>	<b>Total recettes</b>	<b>1 383 456,70 €</b>

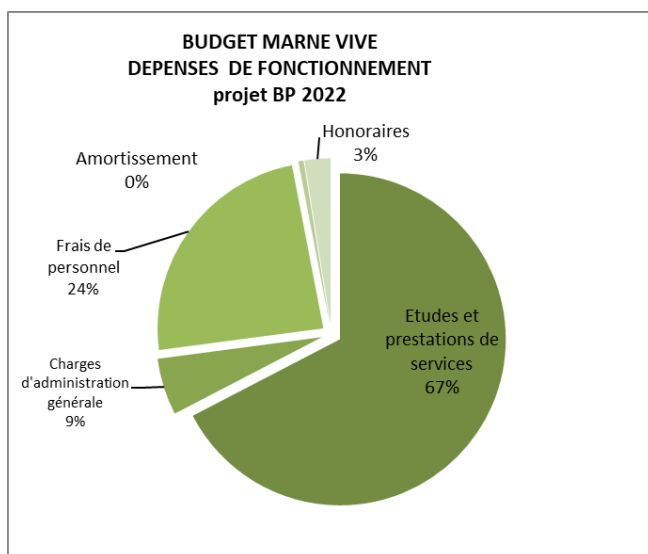
SECTION D'INVESTISSEMENT			
NATURES DES DEPENSES	PREVISIONNEL 2022	NATURE DES RECETTES	PREVISIONNEL 2022
Frais d'études	37 228,73€	Excédent investissement reporté	50 385,92€
Concessions et droits similaires	10 000,00€	Amortissements	6 842,81€
Matériel de bureau et informatique	5 000,00€		
Mobilier	5 000,00€		
<b>Total dépenses</b>	<b>57 228,73€</b>	<b>Total recettes</b>	<b>57 228,73€</b>

Les éléments permettent de visualiser les ambitions du Syndicat pour l'année 2022.



On retrouve dans le graphique :

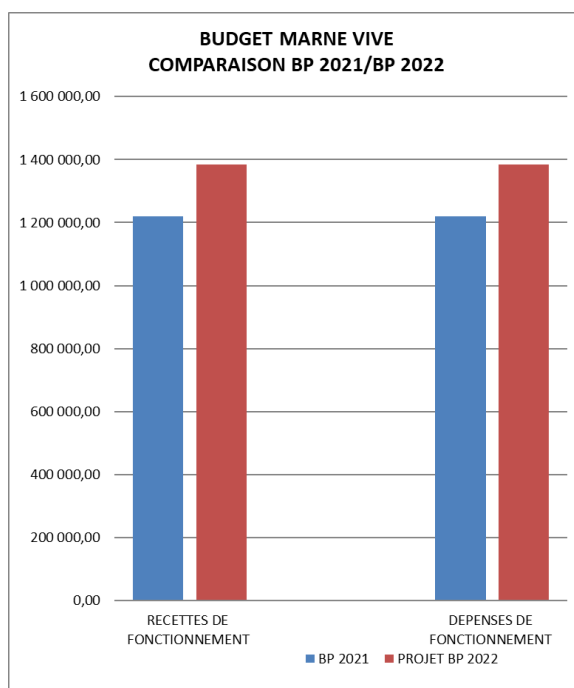
- La part importante de l'autofinancement
- La contribution des cotisations/contributions volontaires à hauteur de 25% du budget
- La faible part des subventions en raison de l'attente des conventions et du délai de versement des aides.



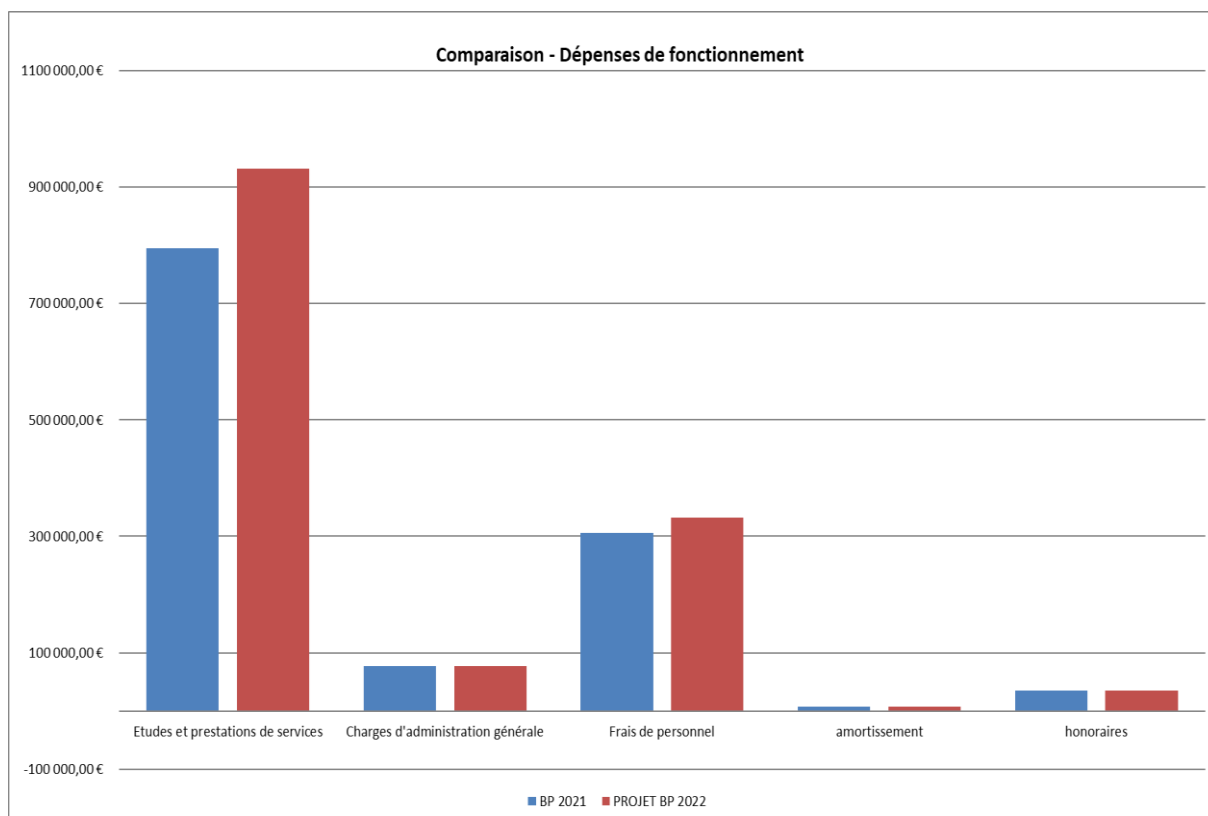
On retrouve dans le graphique :

- La part marquée des dépenses d'études et prestations, couvrant près de 70% des dépenses
- Les dépenses de charges de personnel à hauteur de 25%
- Les charges d'administration générale à hauteur de 9%

### 3.4. Graphiques comparatifs entre le BP 2021 voté et le projet de BP 2022



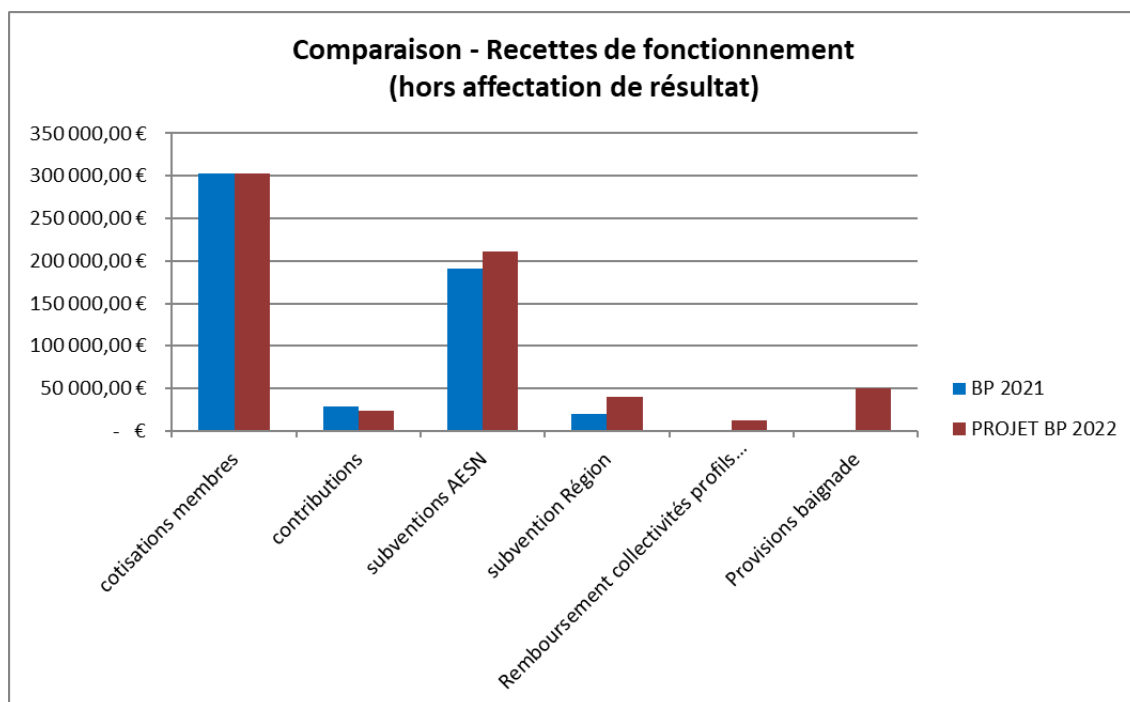
#### Comparaison 2021 / 2022 des dépenses par nature



#### On retrouve dans le graphique :

- **Un programme d'actions conséquent**
- **Des frais de personnel augmentés par l'anticipation de la hausse des charges**
- **Le maintien des honoraires**
- **Des charges d'administration générale stable.**

## Comparaison 2021 / 2022 des recettes par nature



### On retrouve dans le graphique :

- **Stabilisation des cotisations et des contributions**
- **Augmentation des aides AESN en raison d'une nouvelle convention d'études**
- **Augmentation des aides Région, liée au décalage du versement des aides de l'année 2021**
- **Mobilisation d'une partie des provisions, relativement à l'étude « Préparation à la réouverture des sites de baignade », permettant d'équilibrer le budget 2022 dans l'attente du versement des aides financières sur les futurs exercices**

## 4. PERSPECTIVES POUR LA STRUCTURE

### 4.1. Éléments généraux

Les enseignements de la mise en œuvre du SAGE depuis 2018 ont conduit le Syndicat à renforcer et déployer ses missions et ses moyens humains en 2019 et en 2020.

Les choix budgétaires consistent donc à trouver un équilibre entre une prudence nécessaire quant à l'orientation des dépenses pour tenir compte des contraintes budgétaires que connaissent les collectivités territoriales et la volonté de suivre un maximum de projets afin de mettre en œuvre le SAGE de façon efficace. A cela s'ajoute une volonté de pouvoir conserver chaque année une action centrale pour la réalisation des missions statutaires, d'autant que les enjeux liés à la Marne trouvent un écho de plus en plus fort localement et une certaine disponibilité et réactivité vis-à-vis des sollicitations des membres et des partenaires est nécessaire.

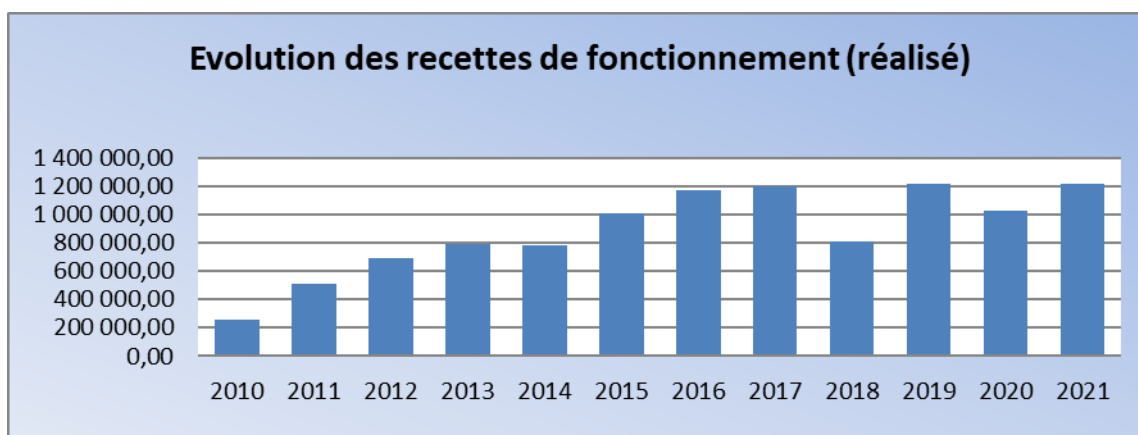
En termes de dépenses de personnel, d'une manière générale, le budget intègre :

- l'augmentation régulière des charges sociales ;
- la prévoyance face aux risques statutaires ;
- les prestations sociales ;
- la formation ;
- l'accueil de stagiaires (1 à 2 par an) ;
- le recrutement de deux ingénieurs en 2 ans, afin de conforter l'équipe existante dans ses missions d'animation ;
- la participation aux charges de personnel du poste de responsable des affaires générales mis à disposition par la Ville de Saint-Maur-des-Fossés.

Le budget du Syndicat Marne Vive ne comprend aucune charge financière tant en remboursement de capital que d'intérêts.

### 4.2. Evolution pluriannuelle des recettes et des dépenses 2010-2021 du syndicat

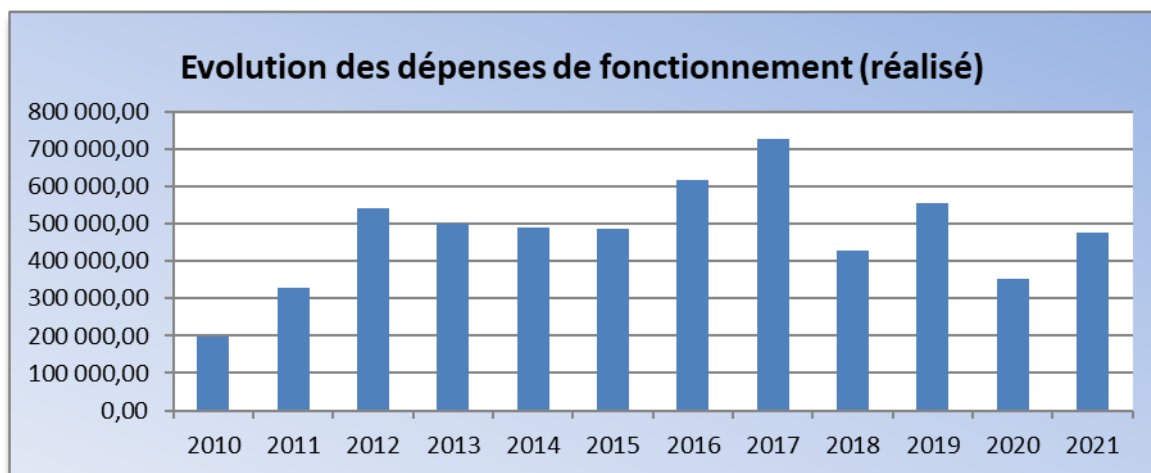
#### ✓ *Recettes de fonctionnement*



#### Le graphique illustre :

- L'évolution des recettes de fonctionnement avec une hausse jusqu'en 2017 en raison de perception de subventions puis une nouvelle hausse en 2019 dues aux nouvelles adhésions.
- En 2021, une hausse par rapport à 2020 expliquée notamment par le versement d'aides financières attendues depuis 2019.

✓ **Dépenses de fonctionnement**



**Le graphique illustre :**

- *L'évolution des dépenses de fonctionnement avec une hausse sur la période 2015-2017 concernant l'élaboration du SAGE ;*
- *La baisse relative des dépenses sur 2020, du fait de l'impact du contexte sanitaire sur la mobilisation des prestations extérieures.*
- *Un retour, en 2021, à un niveau de dépenses comparable aux années précédentes.*
- *Une gestion prudente des dépenses, au regard de la variabilité du versement des aides et des dépenses programmées sur les exercices futurs.*

### **4.3. Effectifs du syndicat**

Les effectifs du Syndicat ont évolué en 2019 et 2020. Ils sont constitués de quatre ingénieurs, d'un responsable des affaires générales mis à disposition par la Ville de Saint-Maur-des-Fossés à temps plein et d'une chargée de mission auprès du Président, mise à disposition à temps partiel également par la Ville de Saint-Maur-des-Fossés. Les deux ingénieurs fonctionnaires ont pu bénéficier d'une évolution de carrière conformément aux textes en vigueur, ils ont chacun le grade d'ingénieur principal. Les 2 autres postes d'ingénieur sont employés sur des contrats à durée déterminée de 3 ans, faute d'avoir pu trouver des fonctionnaires pour remplir ces missions. L'une des 2 agents ayant réussi son concours fin 2021, elle sera nommée stagiaire au grade d'ingénieur territorial début 2022.

Le poste d'animateur SAGE a été à nouveau pourvu en Février 2021, après une vacance de 5 mois, dont le syndicat a profité pour restructurer son action.

Depuis 2015, le Syndicat accueille des stagiaires pour des durées de 3 à 6 mois, certains relèvent de conventions avec la Région Ile-de-France.

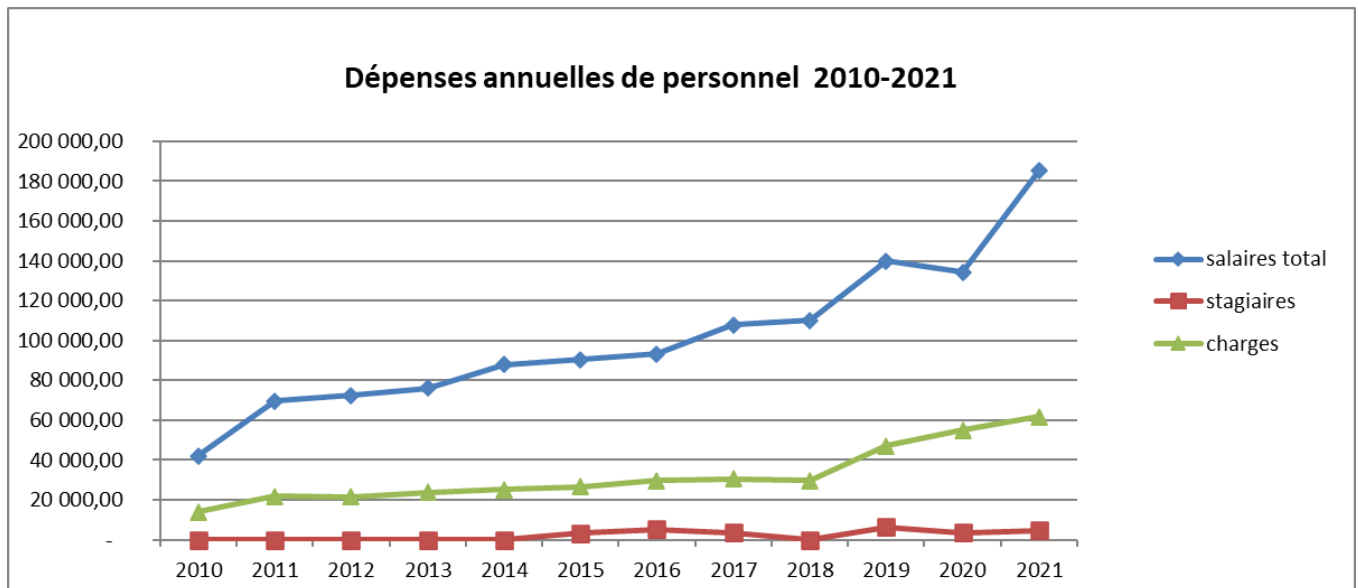
**TABLEAU RECAPITULATIF DES EFFECTIFS DU SYNDICAT MARNE VIVE**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 ET 2021
<b>TITULAIRES</b>	2	2	2	2	2	2	2	2
<b>CONTRACTUELS</b>	0	0	0	0	0	0	1	2
<b>STAGIAIRES</b>	0	0	1	2	2	0	2	1

## TABLEAU RECAPITULATIF DES MISES A DISPOSITION PAR LA VILLE DE SAINT-MAUR-DES-FOSSES

	DEPUIS 2013
TITULAIRES	2

En 2021, le Syndicat Marne Vive a pourvu le poste d'animation SAGE par le recrutement d'un ingénieur afin de disposer d'un effectif au complet.



### Le graphique illustre :

- **Fin 2010 : recrutement d'un ingénieur pour l'animation du SAGE**
- **Fin 2011 : titularisation de l'animateur SAGE et nomination au grade d'ingénieur territorial**
- **En 2013 : nomination au grade d'ingénieur principal de l'animatrice du contrat**
- **Fin 2016 : nomination au grade d'ingénieur principal de l'animateur du SAGE**
- **En 2019 : recrutement d'un nouvel ingénieur et remboursement partiel à la ville de Saint-Maur du poste de responsable des affaires générales**
- **En 2020 : mise en place de la prévoyance statutaire - remboursement partiel à la ville de Saint-Maur du poste de responsable des affaires générales non visible car mandaté sur 2021**
- **En 2021 : recrutement d'un nouvel ingénieur**

## 5. CONCLUSION

Le budget 2022 du Syndicat, est présenté dans une version « prudentielle ». L'ensemble des actions prévues peuvent être engagées financièrement, mais ce sont les moyens humains qui conditionneront leur effectivité. L'année 2021 aura permis de préparer la répartition des missions assurées en interne et en externe sur 2022, sur la base d'un nouveau recensement des besoins des partenaires et avec une équipe dont l'effectif est désormais complet et opérationnel. La restructuration des missions de chaque poste, effectuée fin 2020, porte ses fruits.

Comme évoqué en 2021, de nouvelles recettes, sécurisées sur le moyen terme, doivent être perçues afin d'assurer la totalité des ambitions du SAGE, renforcer les actions et les effectifs, et parvenir progressivement à une autonomie du syndicat. La part des subventions reste en effet forte dans le budget.

Cette dynamique a été enclenchée ces dernières années avec l'adhésion de l'EPT Paris Est Marne et Bois en 2018 ainsi que de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir et de la Métropole du Grand Paris en 2019. Les démarches enclenchées en 2021 auprès d'autres collectivités du territoire seront poursuivies et déployées plus largement en 2022.